

Yougoslavie

Jacques Le Cacheux,

Département des études de l'OFCE

Bien que voisine, sur l'essentiel de ses frontières terrestres, de pays d'Europe centrale et orientale — Hongrie, Roumanie, Bulgarie —, la Yougoslavie appartient davantage, géographiquement, à l'Europe méditerranéenne. Historiquement et économiquement liée au « bloc socialiste », elle n'est pas membre du Conseil d'assistance économique mutuelle (CAEM) ; elle est, en revanche, étroitement associée à l'OCDE — depuis 1961 — et au FMI. Ce souci d'équidistance vis-à-vis des blocs s'est traduit, dans les années soixante-dix, par l'engagement politique actif de la Yougoslavie dans le groupe des pays non alignés. Si toutes ces caractéristiques la distinguent de ses voisins du Nord et de l'Est, sa longue expérience des réformes économiques et politiques, et ses profondes difficultés actuelles sont riches d'enseignements et justifient, semble-t-il, son inclusion dans la présente étude.

Population, ressources naturelles et structures économiques ⁽¹⁾

Avec près de 24 millions d'habitants sur un territoire de 256 000 km², la Yougoslavie a une densité de population proche de la moyenne européenne. Sa structure et ses caractéristiques démographiques sont passées, en l'espace de quelques décennies, de celles d'un pays en développement à celles d'un pays « mûr » (tableau 1). Ces chiffres moyens masquent cependant d'importantes disparités régionales — population vieillissante en Croatie et en Serbie, natalité très élevée en Bosnie-Herzégovine, au Kosovo, en Macédoine et au Monténégro —, elles-mêmes reflet de la diversité ethnique du pays. Structure fédérale formée de six républiques — Bosnie-Herzégovine, Croatie, Macédoine, Monténégro, Serbie et Slovénie — et de deux provinces autonomes — Kosovo et Voïvodine —, la Yougoslavie a hérité de l'histoire un peuplement multi-ethnique dont les composantes se mélangent peu. Six « nations » constituent la majorité de cette population : les Serbes (un peu plus de 8 millions), de religion orthodoxe, installés principalement en Serbie, en Bosnie et en Voïvodine ; les Croates (4,5 millions), catholiques ; les « Musulmans » (2 millions), majoritaires en Bosnie ; les Slovènes (1,8 million), les Macédoniens (1,3) et les Monté-

(1) La plupart des données figurant dans les tableaux sont extraites de l'OCDE (1990). Pour le reste, la source principale est Globokar (1986 et 1990).

1. Indicateurs démographiques

	Population en millions	- 15 ans en %	+ 65 ans en %	Taux de mortalité infantile (a)	Taux de mortalité (b)	Taux de natalité (b)
1950	16,3	31,4 (c)	5,4 (c)	118,4	13	30,3
1970	20,4	27	8,3	55,5	8,9	—
1989	23,7	24	9	25	9	15

Superficie : 256 000 km²

Densité (1989) : 92,6 habitants / km²

(a) pour 1 000 naissances.

(b) pour 1 000 habitants.

(c) 1948.

Source : INED, *Population et sociétés*.

négrins (0,6). A cela s'ajoutent de nombreux groupes ethniques : Albains (1,7 million, dont 1,2 au Kosovo où ils sont largement majoritaires), Hongrois (0,4 million), Turcs (0,1)... A cette mosaïque humaine correspond une grande variété de traditions culturelles et économiques, qui constitue l'une des richesses du pays, mais aussi une menace sérieuse sur son unité politique, comme en témoignent les violents affrontements inter-ethniques récents au Kosovo.

Grâce à son relief et à un réseau hydrographique important, la Yougoslavie peut couvrir une partie de ses **besoins énergétiques** par l'hydro-électricité, qui fournit plus de 40 % de sa consommation électrique. Elle exploite également d'abondantes réserves de charbon (lignite, charbon brun et anthracite) dispersées sur tout le territoire, de même que des gisements de pétrole et de gaz naturel, dont la production couvre environ un tiers de la consommation intérieure et est susceptible de s'accroître grâce aux prospections en cours dans l'Adriatique. Le sous-sol recèle aussi une grande variété de minerais métalliques — cuivre, fer, zinc et bauxite.

Économie essentiellement agricole au lendemain de la Seconde guerre mondiale, la Yougoslavie a connu une industrialisation accélérée dans les années quarante et cinquante. La part de l'**agriculture** dans l'économie demeure toutefois importante (tableaux 2 et 3), grâce à des conditions naturelles relativement favorables : les terrains agricoles constituent 56 % de la superficie totale, tandis que les forêts couvrent 34 % des sols. La collectivisation forcée de l'agriculture en 1949 a très vite fait place à une privatisation ; dès 1953, les exploitations individuelles de moins de 10 hectares furent autorisées et le nombre de coopératives chuta rapidement. Le secteur privé possède aujourd'hui

2. Structure de la population active (en % du total)

	1960	1980	1988
Agriculture	56,9	35,8	27,1
Industrie	18,2	22,3	30,6
Autres	24,9	41,9	42,3
Total	100	100	100
Part de la population active dans la population totale en %	45,0 (a)	43,4 (b)	37,5 (c)

(a) pour 1961.

(b) pour 1981.

(c) non compris les travailleurs temporaires à l'étranger.

Source : FMI, *World Economic Outlook*, mai 1990, et BIT (part de la population active).

3. Structure du produit social brut en 1988

Par origine		Par utilisation	
Prix courants	en % du total	Prix courants	en % du total
Agriculture	11,2	Consommation privée	50,2
Industrie	42,9	Consommation collective	8,7
Construction	6,2	Investissement	18,3
Divers	39,7	Variations de stocks	21,2
		Exportations	31,4
		Importations	- 32,4
Total	100,0	Total	100,0

Source : *Études économiques de l'OCDE, Yougoslavie, 1989-1990.*

plus de 80 % des terres agricoles, morcellées en unités de petite taille (3 ha, en moyenne), et fournit 70 % du produit social agricole. Certaines productions — blé en particulier — demeurent déficitaires, mais de nombreuses autres — maïs, fruits, vin, tabac, animaux — dégagent des surplus exportables.

Implantée majoritairement dans les républiques du Nord — Slovénie, Serbie et Croatie — et, plus récemment, en Bosnie-Herzégovine, l'**industrie** yougoslave est très diversifiée. Tant par le nombre d'entre-

prises que par le volume d'emploi et la valeur de la production, ce sont les industries textiles qui viennent en tête, suivies de la transformation des métaux, des industries alimentaires et de la construction mécanique. L'industrie yougoslave importe une grande partie de ses équipements, notamment des pays du CAEM et de la CE, avec laquelle la Yougoslavie est liée par des accords commerciaux favorisant ses exportations ⁽²⁾, mais les produits manufacturés constituent aussi une part croissante des exportations (tableau 4).

4. Commerce extérieur par produits en 1988 (millions de US \$) (a)

Nomenclature C.T.C.I.		Exportations	Importations
0 et 1	Produits alimentaires, boissons et tabacs	1 046	787
2	Matières premières	684	1 435
5	Produits chimiques	1 156	2 291
6	Articles semi-manufacturés	3 601	2 048
7 et 8	Articles manufacturés	5 825	4 181
3 - 4 et 9	Autres produits	285	2 412
	dont :		
	3. Combustibles minéraux		2 385
Total		12 597	13 154

(a) aux taux de change officiels jusqu'en 1986. A partir de 1987, aux taux de change courants.

Source : *Études économiques de l'OCDE, Yougoslavie, 1989-1990.*

Le **commerce extérieur**, traditionnellement déficitaire (tableau 5), représente une part substantielle de l'activité ; il est très polarisé géographiquement (tableau 6) : les échanges avec les pays du CAEM, et surtout avec l'URSS, sont fortement excédentaires, tandis que ceux avec les pays de l'OCDE — CE avant tout, et principalement la RFA et l'Italie — enregistrent constamment des soldes négatifs. Les recettes du tourisme, qui constitue une importante source de devises, permettent de couvrir en partie ce déficit et, ajoutées aux envois de fonds des travailleurs à l'étranger, assurent un excédent de la balance courante (tableau 5).

Bien que les grandes vagues d'émigration aient cessé, faute de pays d'accueil, une partie importante de la **population active** yougoslave

(2) L'accord qui régit actuellement le commerce avec la CE a été signé en 1983, mais les liens privilégiés avec cette zone sont plus anciens (1968). Les accords avec le CAEM datent de 1964.

continue d'être employée à l'étranger, sur une base plus ou moins temporaire, voire saisonnière : environ 900 000 personnes travaillent actuellement à l'étranger, dont plus de la moitié en RFA. Le nombre de chômeurs est constamment supérieur au million depuis 1984 et dépasse aujourd'hui 10 % de la population active, avec des disparités régionales considérables, liées au degré de développement économique et aux tendances démographiques : presque inexistant en Slovénie, le chômage touche près de 25 % de la population active au Kosovo.

5. Volumes d'exportations et d'importations totales (en taux de croissance annuel, %)
Soldes commercial et courant en monnaies convertibles (en milliards US \$)

	1976-1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989
Exportations	3,7	4,2	-6,2	—	11,4	7,6	-2,6	0,0	4,9	4,8
Importations	0,2	-12,2	-10,0	—	-1,6	2,5	6,6	-7,0	-0,9	13,2
Solde commercial	-4,9	-4,9	-3,7	-1,8	-1,2	-1,8	-2,6	-1,1	-0,6	-1,5
Solde courant	-1,7	-1,8	-1,4	0,3	0,9	0,3	0,2	1,0	2,2	2,0

Source : *Études économiques de l'OCDE, Yougoslavie*, différentes années.

6. Commerce international par zones (1980, 1985 et 1988)
(en % du total en valeur)

Groupe de partenaires	Exportations			Importations		
	1980	1985	1988	1980	1985	1988
Pays à économie planifiée (a)	46,2	50,6	33,1	30,1	32,3	28,0
dont : • URSS	27,7	31,9	18,4	17,9	16,3	13,8
• Autres	18,5	18,7	14,7	12,2	16,0	14,2
OCDE	37,2	35,1	52,8	52,8	46,4	56,0
dont : CE	26,4	24,6	38,0	34,6	30,4	38,9
PED	16,5	14,3	14,0	17,1	21,3	16,0

(a) CAEM, Chine et Albanie.

Source : *Études économiques de l'OCDE, Yougoslavie*, différentes années.

Du communisme centralisé à l'autogestion et au régionalisme ⁽³⁾

Alors que le gouvernement yougoslave avait adopté, dès 1945, le modèle politique et économique soviétique, une réorientation radicale a été entamée dès les années cinquante. Les structures et l'organisation économiques qui ont alors été progressivement instaurées constituent une expérience unique de socialisme autogestionnaire décentralisé dont plusieurs éléments essentiels préfigurent certains aspects des réformes en cours dans les pays du CAEM et notamment en URSS.

La rupture avec le modèle soviétique

Dans la deuxième moitié des années quarante, toutes les structures essentielles d'une économie collectivisée et centralement planifiée ont été rapidement mises en place, de concert avec la reconstruction du pays, aidée par l'URSS. L'industrie, les mines, les transports, les banques, le commerce de gros et l'agriculture — les exploitations d'une superficie supérieure à 35 ha — ont été nationalisés en 1946 ; en 1948, le mouvement de nationalisation s'est étendu aux assurances et au commerce de détail, tandis que la collectivisation se poursuivait dans l'agriculture avec la constitution forcée de coopératives. Le premier plan quinquennal (1947-1951), inspiré du modèle soviétique, prévoyait une industrialisation rapide de l'économie.

Mais en 1948, Staline accusa le gouvernement yougoslave de révisionnisme et soumit, en 1949, le pays à un véritable blocus qui précipita l'aggravation de la situation économique et obligea les autorités à une première ouverture vers les pays occidentaux.

La rupture avec l'URSS engagea alors le pays sur la voie d'une économie plus décentralisée, où la « propriété sociale » se substituait à la propriété d'État et où les relations de marché jouaient un plus grand rôle. Une *loi sur la gestion des entreprises par les collectifs ouvriers*, accordant aux salariés la maîtrise des salaires, fut votée en 1950. En 1951-1952, on procéda à une profonde réforme des prix et, à partir de 1953, l'agriculture fut progressivement décollectivée, les paysans étant autorisés à quitter les coopératives et à posséder en propre des exploitations inférieures à 10 ha. Enfin, la Constitution de 1953 jeta les bases du fédéralisme politique, en limitant considérablement les pouvoirs fiscaux et monétaires de l'échelon fédéral.

La mise en œuvre du modèle yougoslave

La nouvelle Constitution de 1963 accentua la décentralisation des interventions économiques publiques. La convertibilité externe avait été

(3) La plupart des informations de cette section sont puisées dans Globokar, 1986.

partiellement restaurée dès 1961, dans une série de réformes qui déconcentrait également le secteur bancaire, dont le contrôle fut confié aux entreprises en 1965. Cette même année, une réforme monétaire, accompagnée de hausses des prix agricoles et d'une dévaluation, permit de donner une impulsion majeure au développement des échanges extérieurs, tandis que la Yougoslavie adhéra au GATT. L'autonomie et l'autogestion des entreprises furent renforcées en 1966 par une loi qui levait la plupart des restrictions pesant encore sur leurs activités — notamment leurs échanges avec l'étranger — et sur la fixation des salaires par les « collectifs ouvriers », et qui allégeait leur imposition. À partir de 1967, les *joint-ventures* avec des capitaux étrangers furent autorisées.

Dès lors, le modèle yougoslave était en place. La Constitution de 1974 ne fit qu'en confirmer les grandes lignes, parachevant la décentralisation par la création de « communautés d'intérêt autogérées » prenant en charge les services sociaux, indépendamment des autorités politiques traditionnelles — républiques et communes. Enfin, en 1976, une loi réforma la planification, en lui conférant un rôle plus indicatif, tandis que la *loi sur le travail* renforçait l'autogestion dans les entreprises, rebaptisées « organisations du travail associé ».

Le dérapage de l'économie et les réformes des années quatre-vingt

En termes de croissance, de modernisation et d'ouverture extérieure, les résultats de ces orientations originales ont été spectaculaires : ainsi, selon les sources officielles, le rythme annuel moyen d'accroissement du revenu national atteignait 8,4 % entre 1953 et 1956, 13 % de 1957 à 1960 et 7,1 % de 1961 à 1965, tandis que la production industrielle augmentait plus rapidement encore. Après 1965, la croissance fléchit légèrement, mais demeura soutenue — supérieure, en moyenne, à 5 % par an — jusqu'à la fin des années soixante-dix (tableau 7).

Pourtant, cette expansion rapide s'accompagnait de déséquilibres profonds, dont les principales manifestations étaient une accélération de l'inflation — qui atteignait 20 % en rythme annuel à la fin des années soixante-dix —, une amorce de dépréciation du taux de change et un déséquilibre extérieur croissant, entraînant un endettement extérieur qui dépassait 20 milliards de dollars en 1980. Parmi les facteurs qui expliquent cette déstabilisation : la gestion autonome des entreprises, priviliégiant les augmentations de salaires et financées automatiquement par des banques qu'elles contrôlent ; l'absence de véritables instruments de régulation macroéconomique à l'échelon fédéral et le morcellement du pouvoir économique tendant à favoriser le développement autarcique des différentes unités, sans véritable contrainte budgétaire ou financière.

7. Indicateurs d'offre et de demande (taux de croissance annuels)

	1976-1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989 (a)
Produit social	5,7	1,4	0,7	-1,0	2,0	0,5	3,6	-1,1	-1,7	0,8
Production industrielle	6,9	4,2	0,1	1,3	5,5	2,4	3,9	0,7	-0,7	0,9
Production agricole	1,9	-1,4	7,5	-2,1	2,1	-7,5	11,1	-7,5	-3,0	6,0
Consommation privée	4,9	-1,0	-0,1	-1,7	-1,0	0,0	4,5	0,3	-1,3	1,0
Investissement	5,7	9,8	-5,5	-12,5	-10,0	-10,0	3,5	-4,0	-5,8	0,5
Emploi total	4,0	3,0	2,3	2,0	2,1	2,2	3,0	2,0	0,0	0,0
Productivité (b) du travail	3,6	1,6	-3,1	-1,2	3,0	-0,8	—	—	—	—

(a) provisoire.

(b) production industrielle par travailleur.

Source : *Études économiques de l'OCDE, Yougoslavie, différentes années.*

Les années quatre-vingt ont vu se succéder plusieurs tentatives de stabilisation qui ont considérablement ralenti la croissance (tableau 7) ; le taux de chômage a dépassé 10 % et, depuis 1988, la croissance de l'emploi a cessé, tandis que l'inflation s'accélérait, que le revenu réel baissait presque constamment et qu'en dépit d'un taux d'épargne élevé, les ménages ne parvenaient pas à maintenir la valeur réelle de leur épargne financière en monnaie nationale (tableau 8) ⁽⁴⁾.

Un premier programme de stabilisation fut adopté en 1983, conformément aux exigences du FMI qui exerça, de 1983 à 1986, une « assistance renforcée ». Les prix furent complètement libérés en 1984, tandis que les taux d'intérêt réels devenaient positifs. Les rééchelonnements successifs de la dette extérieure ont permis de soulager temporairement la balance des paiements, dont l'amélioration a été très sensible dès le

(4) Les ménages yougoslaves sont cependant à la tête d'une importante épargne financière en devises.

8. Revenus et épargne des ménages

	1981-1985	1986	1987	1988	1989
Revenu réel par tête ^(a) (taux de croissance annuel)	-0,3	3,6	-1,7	-2,5	—
Salaire réel par employé ^(b) (taux de croissance annuel)	-4,3	9,3	4,1	-5,8	-0,4
Prix à la consommation (taux de croissance annuel)	49,0	89,1	120,0	195,0	1 252,0
Dépôts d'épargne • en valeur ^(c) • en volume (1986 = 100)	— —	3 777,0 100	5 967,6 71,7	16 975,0 96,4	136 139,5 59,3
Taux d'épargne ^(d)	20,3	26,6	34,5	41,2	—

(a) produit social en volume par tête.

(b) ensemble du secteur socialisé.

(c) en milliards de dinars. Dépôts d'épargne et à terme.

(d) flux d'épargne financière sur revenus monétaires.

Source : *Études économiques de l'OCDE, Yougoslavie, 1989-1990.*

milieu de la décennie. Mais aucun progrès n'a été fait sur le front de l'inflation, qui a dégénéré en hyperinflation, avec des rythmes annuels supérieurs à 1 000 % en 1989.

Après les hésitations de la politique économique entre 1986 et 1988 — alternance de libéralisations et de gels des prix, de restrictions et de laxisme —, dans un contexte de désintégration politique de la Fédération et de conflits ethniques violents — au Kosovo surtout —, un nouveau train de réformes et un plan de stabilisation ont été adoptés en 1989. L'inspiration générale de la réforme est le passage à une véritable économie de marché, avec, en particulier, l'autorisation des entreprises privées (une nouvelle *loi sur les entreprises* remplace la loi de 1976 sur l'organisation du travail). Pour éradiquer les causes structurelles de l'inflation, le gouvernement met en œuvre, depuis janvier 1990, une véritable réforme monétaire et financière : une *loi sur les faillites* vise à instaurer une contrainte financière « dure » sur la gestion des entreprises ; l'autonomie des banques vis-à-vis des entreprises est renforcée et elles sont désormais soumises à des règles prudentielles plus strictes édictées par la banque centrale, dont les pouvoirs sont considérablement accrus. Une redistribution des compétences budgétaires et fis-

cales renforce le budget fédéral ⁽⁵⁾ et limite les possibilités de financement monétaire des déficits. Enfin la convertibilité interne du *dinar* est établie.

Le plan de stabilisation, accompagné d'un vaste plan de protection sociale des catégories les plus défavorisées, a fixé et garanti, pour les six premiers mois de 1990, le taux de change du *dinar*, qui est rattaché au mark allemand (7 dinars pour 1 DM). Les salaires ont été bloqués pour six mois, tandis que les prix étaient partiellement gelés. Les premiers résultats ont été relativement encourageants : les soldes extérieurs se sont maintenus à des niveaux positifs élevés et des entrées de capitaux ont été enregistrées ; l'inflation a rapidement décéléré au cours des premiers mois de 1990 — de 60 % par mois en décembre 1989 à 4 % en avril et 0,3 % en mai. Pourtant, la contraction de l'activité se poursuit et le succès du programme de stabilisation ne sera confirmé que lorsque l'on connaîtra les résultats définitifs des mois qui ont suivi la levée du blocage des prix et des salaires.

Achévé de rédiger le 18 septembre 1990.

Références bibliographiques

- GLOBOKAR, Tatjana, 1986 : « Yougoslavie », *Panorama de l'Europe de l'Est, Courrier des pays de l'Est*, n° 309-311. CEDUCEE, Paris, La documentation française.
- GLOBOKAR, Tatjana, 1990 : « Yougoslavie : l'autogestion en question », *Panorama de l'Europe de l'Est*, mise à jour, CEDUCEE, Paris, La documentation française.
- LAHIRI, Ashok, 1990 : « La politique de lutte contre l'hyperinflation en Yougoslavie », *Problèmes économiques*, n° 2188, Paris, La documentation française, 29 août.
- OCDE : *Études économiques, Yougoslavie*, différentes années ; en particulier 1989-1990, OCDE, Paris, juin 1990.

(5) Un impôt sur le chiffre d'affaires est institué à l'échelon fédéral ; les droits de douane sont augmentés.